



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Melun, le **26 JUIL. 2022**

Nos réf. : E/22 1565

N° S3IC : 006513532

Affaire suivie par : Élodie MARCHETTI

Tél. : 01 64 10 53 63

Courriel : elodie.marchetti@developpement-durable.gouv.fr

LETTRE RECOMMANDÉE AVEC AR *no 1A 199 014 6882 6*

Objet : Transmission d'un arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires

P.J. : Arrêté préfectoral complémentaire n°2022 DRIEAT UD 77 091 du 25 juillet 2022

Monsieur le Directeur,

Suite à l'instruction du porter à connaissance reçu le 03 janvier 2022 détaillant les modifications envisagées pour la carrière alluvionnaire que vous exploitez sur la commune de HERME, j'ai l'honneur de vous transmettre l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 091 en date du 25 juillet 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société Société Sablière du Port Montain (Synéos).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
L'adjointe à la Cheffe / La Cheffe de l'Unité
Départementale de Seine et Marne,

Kim LOISELEUR

Société Sablière du Port Montain (Synéos)
CD 78 – rue des Grèves
77 114 HERME

Copie(s) : Préfecture/DCSE

14 rue de l'Aluminium

77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE CEDEX

Accueil téléphonique : 01 64 10 53 53

www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 091 du 25 juillet 2022
imposant des prescriptions complémentaires à la société SABLIERES DU PORTMONTAIN
pour la carrière de sables et graviers alluvionnaires et les installations de traitement de
matériaux situées sur le territoire de la commune de HERME**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le règlement général des industries extractives ;

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté n°22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011/DCSE/M/013 du 19 septembre 2011 autorisant la société Sablières du Port Montain à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires et des installations de traitement de matériaux sur le territoire de la commune d'HERME ;

VU le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne approuvé le 7 mai 2014 ;

VU l'Arrêté Inter-Préfectoral BECP2018361-0001 du 27/12/2018 prolongeant la validité de la Déclaration d'Utilité Publique par arrêté préfectoral N°2014027-0004 du 27 janvier 2014 relative aux travaux d'électrification de la liaison ferroviaire Paris-Troyes, ed Gretz-Armainvilliers à Troyes et de Longueville à Provin, aux travaux de création et de raccordement RTE de la sous-station électrique de Saint-Martin ;

VU la demande du 20 décembre 2021 de la société Sablières du Port Montain concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière située sur la commune de HERME,

VU l'avis et les propositions de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France présentés dans son rapport du 06 juillet 2022 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 07 juillet 2022 à la connaissance du pétitionnaire ;

VU l'absence observation formulée le 20 juillet 2022 par le pétitionnaire sur ce projet ;

CONSIDÉRANT les demandes en renonciation à extraire concernant 3 emprises situées dans la carrière pour motif archéologique, écologique et travaux d'électrification de la ligne SNCF à proximité ;

CONSIDÉRANT que les travaux relatifs à la Déclaration d'Utilité Publique sont réalisés ;

CONSIDÉRANT la prise en compte de la conservation d'un volume compensatoire hydraulique au bénéfice de SNCF Réseau présent sur les parcelles ZM 41pp et ZM 42 sur le secteur de la Provenchère pendant la durée de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT la demande de modification de phasage et des montants de référence des garanties financières de la carrière qui doivent être ajustées ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles L.511-1 et L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, Monsieur le Préfet peut fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article premier :

La société Sablières du Port Montain, dont le siège social est situé CD 78 – Rue des Grèves à HERME (77 114), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière de sables et graviers, située sur le territoire de la commune de HERME dans les conditions de l'arrêté préfectoral n°2011/DCSE/M/013 du 19 septembre 2011, modifié et/ou complété par les prescriptions mentionnées dans l'annexe jointe.

Article 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 : Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 4 : Information des tiers

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.171-8, Livre V, Titre I Chapitre IV du code de l'environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de PROVINS,
- le Maire de HERME,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 25 juillet 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
L'adjointe à la Cheffe de l'Unité Départementale
de Seine-et-Marne,



Kim LOISELEUR

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de PROVINS,
- le Maire de HERME,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT/SEPR-Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.

511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

ARTICLE 1. : CARACTÉRISTIQUES DE LA CARRIÈRE

L'article I-3.1 Références cadastrales et territoriales (commune d'HERME) de la carrière de l'arrêté préfectoral n°2011/DCSE/M/013 du 19 septembre 2011 est annulé et supprimé par :

I.3.1 - Références cadastrales et territoriales (commune d'HERME) (avec prise en compte des renonciations à extraire ci-dessous).

L'exploitant renonce à trois zones d'extraction sur le secteur d' HERME :

- Parcelle E240p : cette parcelle **correspond à une surface de 1,1285 ha**, elle est concernée par les mesures compensatoires écologiques en cas d'exploitation prescrites par l'article III-18. **L'article III-18 est donc abrogé.**
- Zone des Malletons : L'emprise représente **1,578 ha de la parcelle ZR 14 pour motif archéologique**. Les prescriptions suivantes y sont applicables :
 1. L'extraction des matériaux ne se fera pas au droit de l'emprise illustrée sur le plan joint à cet arrêté ;
 2. Il est important que la terre végétale ne soit pas décapée et reste en place car elle protège les vestiges lors de la durée de vie de la carrière mais aussi le moment où le terrain retournera en terre de culture ;
 3. Ne pas utiliser le terrain pour y mettre une installation lourde (par exemple une installation de traitement de matériaux extraits ou un grand tas de déblais ou de matériaux) ;
 4. Le passage sur l'emprise archéologique est autorisée pour permettre la circulation dans la carrière et éviter un effet d'enclave (est autorisée une piste de circulation et une bande transporteuse pour l'exploitation de la carrière).
- Pointe Sud-Est du site de la Provenchère : L'implantation de l'IFTE (Installation fixe de traction électrique) au Sud-Est de la zone de la Provenchère va entraîner la diminution de l'emprise exploitable de la carrière d'HERME. En effet, un délaissé de 10 m est nécessaire au droit de la plateforme qui va être créée. Dans le cadre de ce projet, une division parcellaire a eu lieu. La Parcelle ZM 19 a été divisée en ZM 41 et ZM 42 (= emprise de l'IFTE). **Cette emprise est de 0,16 ha.**

Ainsi la nouvelle surface exploitable totale est de l'ordre de **89,6 ha**.

L'emprise exploitable actualisée est présentée en annexe.

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes :

Tableaux A : Parcelles autorisées

Sectio n	Numér o	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface en renonciation	Surface exploitable	Surface à défricher
LES MALLETONS							
YC	29	Les Malletons	2 ha 53 a 30 ca	2 ha 53 a 30 ca		2 ha 44 a 25 ca	0 ca
YC	30	Les Malletons	1 ha 36 a 93 ca	1 ha 36 a 93 ca		1 ha 24 a 93 ca	3 a 50 ca
YC	31	Les Malletons	1 ha 94 a 07 ca	1 ha 94 a 07 ca		1 ha 74 a 50 ca	0 ca

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 091 du 25 juillet 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société **SABLIÈRES DU PORT MONTAIN pour la carrière située à **HERME****

YC	32	Les Malletons (CE)	20 a 71 ca	20 a 71 ca		13 a 62 ca	0 ca
YC	33	Les Malletons	2 ha 30 a 73 ca	2 ha 30 a 73 ca		1 ha 95 a 01 ca	0 ca
E	139	Près des Malletons	51 a 98 ca	51 a 98 ca		30 a 11 ca	30 a 64 ca
E	140	Près des Malletons	8 a 02 ca	8 a 02 ca		3 a 20 ca	8 a 02 ca
E	109 pp	Près des Malletons	1 ha 77 a 65 ca	12 a 25 ca		11 a 60 ca	0 ca
ZR	13	Les Malletons	95 a 35 ca	95 a 35 ca		86 a 74 ca	75 a 19 ca
ZR	14	Les Malletons	15 ha 70 a 70 ca	15 ha 70 a 70 ca	1 ha 57 a 80 ca (zone archéo uniquement) (renonciation 2022)	12 ha 42 a 37 ca	0 ca
ZR	43	Le Petit Gué	2 ha 03 a 65 ca	2 ha 03 a 65 ca		1 ha 66 a 70 ca	0 ca
ZR	37	Le Petit Gué	2 ha 46 a 70 ca	2 ha 46 a 70 ca		2 ha 05 a 56 ca	0 ca
ZR	38	Le Petit Gué	77 a 27 ca	77 a 27 ca		63 a 55 ca	6 a 99 ca
ZR	34	Les Malletons	19 a 72 ca	19 a 72 ca		11 a 70 ca	0 ca
ZR	42	Le Petit Gué (CE n°14)	9 a 21 ca	9 a 21 ca		1 a 33 ca	0 ca
CR n°21 dit du Port			/	30 a 69 ca		4 a 07 ca	0 ca
TOTAL "LES MALLETONS"				31 ha 61 a 28 ca	1 ha 57 a 80 ca	25 ha 79 a 24 ca	1 ha 24 a 34 ca

Section	Numero	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface en renonciation	Surface exploitable	Surface à défricher
LE TROU VITEAU							
ZR	44	Le Trou Viteau	10 ha 16 a 57 ca	10 ha 16 a 57 ca		8 ha 98 a 58 ca	0 ca
ZR	45	Le Trou Viteau	2 ha 55 a 75 ca	2 ha 55 a 75 ca		2 ha 38 a 88 ca	0 ca
ZR	46	Le Gué aux Vaches	7 ha 58 a 23 ca	7 ha 58 a 23 ca		6 ha 84 a 00 ca	5 a 63 ca
ZR	48	Communautés d'Hermé	2 ha 45 a 26 ca	2 ha 45 a 26 ca		2 ha 26 a 91 ca	77 ca
ZR	49	Communautés d'Hermé	58 a 60 ca	58 a 60 ca		58 a 60 ca	42 a 77 ca
ZR	50	Communautés d'Hermé	18 a 91 ca	18 a 91 ca		18 a 91 ca	16 a 66 ca
ZR	51	Communautés d'Hermé	16 a 26 ca	16 a 26 ca		16 a 26 ca	14 a 72 ca
ZR	52	Communautés d'Hermé	10 a 09 ca	10 a 09 ca		10 a 09 ca	8 a 95 ca
ZR	53	Communautés d'Hermé	12 a 40 ca	12 a 40 ca		12 a 40 ca	11 a 14 ca
ZR	54	Communautés d'Hermé	73 a 18 ca	73 a 18 ca		73 a 18 ca	60 a 28 ca
ZR	55	Communautés d'Hermé	1 ha 45 a 21 ca	1 ha 45 a 21 ca		1 ha 36 a 06 ca	0 ca

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIAT UD 77 091 du 25 juillet 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société SABLIERES DU PORT MONTAIN pour la carrière située à HERME

ZR	56	Communautés d'Hermé	16 a 96 ca	16 a 96 ca		16 a 12 ca	0 ca
ZR	57	Communautés d'Hermé	42 a 67 ca	42 a 67 ca		42 a 67 ca	0 ca
ZR	58	Communautés d'Hermé	19 a 72 ca	19 a 72 ca		19 a 52 ca	0 ca
ZR	59	Communautés d'Hermé	66 a 79 ca	66 a 79 ca		65 a 43 ca	0 ca
ZR	60	Le Gué aux Vaches	86 a 11 ca	86 a 11 ca		86 a 11 ca	81 a 79 ca
ZR	61	Le Gué aux Vaches	12 a 50 ca	12 a 50 ca		12 a 50 ca	12 a 50 ca
ZR	62	Le Gué aux Vaches	20 a 21 ca	20 a 21 ca		20 a 21 ca	20 a 21 ca
ZR	63	Le Gué aux Vaches	49 a 48 ca	49 a 48 ca		41 a 38 ca	46 a 47 ca
ZR	66	Communautés d'Hermé	5 ha 56 a 03 ca	5 ha 56 a 03 ca		5 ha 02 a 25 ca	0 ca
ZR	95	Communautés d'Hermé	7 a 82 ca	7 a 82 ca		4 a 61 ca	0 ca
ZR	68	Château du Duit	20 a 00 ca	20 a 00 ca		13 a 48 ca	0 ca
ZR	70	Château du Duit	47 a 03 ca	47 a 03 ca		27 a 85 ca	3 a 42 ca
ZR	69	Château du Duit	36 a 55 ca	36 a 55 ca		30 a 76 ca	0 ca
ZR	76	Le Gué aux Vaches	50 ca	50 ca		50 ca	50 ca
CR n°53 d'Hermé au Château du Duit			/	14 a 64 ca		13 a 97 ca	0 ca
CR n°33 dit des Communautés de Servolles			/	43 a 82 ca		24 a 40 ca	0 ca
TOTAL "LE TROU VITEAU"				36 ha 51 a 29 ca		32 ha 95 a 63 ca	3 ha 25 a 81 ca

Sectio n	Numer o	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface en renonciation	Surface exploitable	Surface à défricher
PRES DES MALLETONS							
E	240	Près des Malletons	2 ha 29 a 90 ca	2 ha 29 a 90 ca	1 ha 12a 85ca (renonciation en 2022)	Exploitation conditionnelle 1 ha 12 a 85 ca 0	1 ha 20 a 09 ca 0 (renonciation en 2022)
E	239	Près des Malletons	7 a 65 ca	7 a 65 ca		1 a 68 ca	7 a 65 ca
E	609	Près des Malletons	7 a 83 ca	7 a 83 ca		7 a 83 ca	1 a 23 ca
E	610	Près des Malletons	3 a 72 ca	3 a 72 ca		3 a 19 ca	2 a 10 ca
E	261 pp	Les graviers du Château du Duit	5 ha 38 a 36 ca	4 ha 75 a 68 ca		4 ha 11 a 55 ca	1 a 25 ca
E	262	Les graviers du Château du Duit	2 a 07 ca	2 a 07 ca		64 ca	0 ca
E	263	Les graviers du Château du Duit	6 a 16 ca	6 a 16 ca		2 a 19 ca	0 ca

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 091 du 25 juillet 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société SABLIERES DU PORT MONTAIN pour la carrière située à HERME

E	264	Les graviers du Château du Duit	4 a 97 ca	4 a 97 ca		2 a 77 ca	0 ca
E	265	Les graviers du Château du Duit	5 a 07 ca	5 a 07 ca		2 a 94 ca	0 ca
E	266 pp	Les graviers du Château du Duit	13 a 88 ca	9 a 14 ca		5 a 52 ca	0 ca
ZS	2 pp	Les Grèves	46 ha 18 a 04 ca	2 a 47 ca		35 ca	0 ca
D	695 pp	Château du Duit	23 a 58 ca	8 a 35 ca		0 ca	0 ca
		TOTAL "PRES DES MALLETONS"		7 ha 63 a 01 ca	1 ha 12a 85ca	5 ha 51 a 51 ca 4 ha 38 a 66 ca	1 ha 32 a 32 ca 12 a 23 ca

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface en renonciation	Surface exploitable	Surface à défricher
CHÂTEAU DU DUIT							
ZS	4	Château du Duit	1 ha 27 a 33 ca	1 ha 27 a 33 ca		95 a 25 ca	0 ca
ZS	12 pp	Pâturage aux Bœufs	5 ha 89 a 24 ca	5 ha 86 a 27 ca		5 ha 22 a 13 ca	0 ca
ZS	13 pp	Pâturage aux Bœufs	78 a 12 ca	76 a 61 ca		66 a 26 ca	0 ca
ZS	11	Le Bois du Chêne	35 a 63 ca	35 a 63 ca		18 a 73 ca	0 ca
CR n°11 dit de Bray aux Chaises			/	9 a 27 ca		8 a 22 ca	0 ca
		TOTAL "CHÂTEAU DU DUIT"		8 ha 35 a 11 ca		7 ha 10 a 59 ca	0 ca

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande	Surface en renonciation	Surface exploitable	Surface à défricher
LA PROVENCHERE							
ZM	12 pp	La Provenchère	22 ha 55 a 36 ca	11 ha 74 a 68 ca	/	10 ha 64 a 88 ca	0 ca
Ex-ZM	19	Pièces des Macons	10 ha 35 a 82 ca	10 ha 35 a 82 ca	6 a 96 ca	8 ha 52 a 22 ca	64 a 93 ca*
ZM	41						
Ex-ZM	19	Pièces des Macons	30 a 93 ca	30 a 93 ca	8 a 72 ca	1 a 75 ca	
ZM	42						
CR n°25 dit de Melz			/	18 a 94 ca	/	17 a 52 ca	0 ca
		TOTAL "LA PROVENCHERE"		22 ha 60 a 37 ca	15 a 68 ca	19 ha 52 a 15 ca 19ha 36 a 37ca	64 a 93 ca

* Une partie de cette surface a été défrichée par la SNCF dans le cadre de leur projet d'IFTE

Section	Numéro	Lieux-dits	Surface cadastrale	Surface dans la demande		Surface exploitable	Surface à défricher
BUREAUX/ATELIER							
D	290 pp	Château du Duit	12 a 40 ca	7 a 29 ca		0 ca	37 ca

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 091 du 25 juillet 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société *SABLIÈRES DU PORT MONTAIN* pour la carrière située à *HERME*

D	291 pp	Château du Duit	14 a 95 ca	2 a 08 ca		0 ca	59 ca
D	292 pp	Château du Duit	7 a 80 ca	29 ca		0 ca	0 ca
D	297 pp	Château du Duit	23 a 95 ca	1 a 44 ca		0 ca	0 ca
D	296 pp	Château du Duit	24 a 10 ca	73 ca		0 ca	0 ca
D	295 pp	Château du Duit	24 a 60 ca	87 ca		0 ca	0 ca
D	294 pp	Château du Duit	19 a 15 ca	65 ca		0 ca	0 ca
D	293 pp	Château du Duit	10 a 55 ca	48 ca		0 ca	0 ca
D	289	Communautés d'Hermé	3 a 50 ca	3 a 50 ca		0 ca	0 ca
D	286	Communautés d'Hermé	15 a 23 ca	15 a 23 ca		0 ca	4 a 11 ca
D	282	Communautés d'Hermé	13 a 17 ca	13 a 17 ca		0 ca	13 a 17 ca
D	283	Communautés d'Hermé	5 a 90 ca	5 a 90 ca		0 ca	5 a 90 ca
D	279	Communautés d'Hermé	11 a 40 ca	11 a 40 ca		0 ca	11 a 40 ca
		TOTAL "BUREAUX/ATELIER"	/	63 a 03 ca		0 ca	35 a 54 ca
		TOTAL DE LA DEMANDE	/	107 ha 34 a 09 ca	2 ha 86 a 33 ca	89 ha 60 a 59 ca	5 ha 62 a 85ca

CE = Chemin d'Exploitation

pp = pour partie

ARTICLE 2. MESURES COMPENSATOIRES

L'article III-18 « Mesures compensatoires » de l'arrêté préfectoral n°2011/DCSE/M/013 du 19 septembre 2011 est supprimé.

ARTICLE 3. MODIFICATION DU PHASAGE

Le plan de phasage de l'arrêté préfectoral de 2011 est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté préfectoral.

Cette modification de phasage ne remet pas en cause le rythme, ni la durée, ni les conditions d'exploitation.

ARTICLE 4. : GARANTIES FINANCIÈRES

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet un document attestant la constitution de garanties financières dont le montant de référence est précisé ci-après et conforme au modèle fixé par l'arrêté ministériel susvisé.

Le chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2011/DCSE/M/013 du 19 septembre 2011 est remplacé, pour ce qui concerne les périodes quinquennales à venir, par :

« Article V-1 :montants de référence des garanties financières.

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 091 du 25 juillet 2022 imposant des prescriptions complémentaires à la société SABLIERES DU PORT MONTAIN pour la carrière située à HERME

Les montants de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :

Périodes	S1 (ha) maximale au cours de la période	S2 (ha) maximale au cours de la période	L (m) maximale au cours de la période	Montants de référence (€) TTC
N°3 (2022-2024)	5,99 ha	5,39 ha	1810	475 326
N°4 (2024-2029)	4,85 ha	5,90 ha	1790	473 622
N°5 (2030-2035)	4,85 ha	5,90 ha	2180	497 698
N°6 (2036-2041)	4,13 ha	5,32 ha	2180	457 033

Avec

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes, en exploitation en attente de remise en état) diminuée des surfaces remises en état dont les surfaces en eau définitive.

L = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuées des linéaires de berges remis en état.

Les montants de référence sont calculés en utilisant la formule 1 de l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières avec l'indice TP 01 février 2022 = 121,3 x 6,5345 (coefficient de raccordement) = 807 ;

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

Le montant des garanties financières prend en compte la remise en état du site après exploitation. Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder le montant fixé ci-dessus.

Article V-2 : Constitution des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article V-3 : Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article V-4 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = \frac{C_r \times (\text{Index}_n) \times (1 + \text{TVA}_n)}{\text{Index}_r \times (1 + \text{TVA}_r)}$$

avec :

- Cr : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus,
- Cn : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- Indexn : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.
- Indexr : indice TP01 utilisé pour l'établissement des montants de référence des garanties financières mentionnés dans le tableau ci-dessus TP 01 février 2022 = $121,3 \times 6,5345$ (coefficient de raccordement) = 807 ;
- TVAn : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.
- TVAr : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit 0,20.

Article V-5 : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article V-6 : Absence de garanties financières

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L. 171-8, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II de l'article L. 171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées. .

Article V-7 : Appel aux garanties financières

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté;
- pour la remise en état du site.

Article V-8 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières.

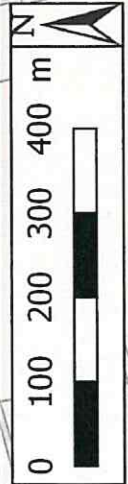
L'exploitant fournit au 31 mars de l'année N+1 un plan topographique lisible de la carrière, avec les valeurs maximales de S1, S2 et L de l'année N ».

ARTICLE 5. REMISE EN ÉTAT

Le plan de remise en état de l'arrêté préfectoral de 2011 est remplacé par le plan de remise en état annexé au présent arrêté préfectoral.

PLANS :

- Emprise exploitable actualisée de la carrière de HERME
- Nouveau plan de phasage de la carrière de HERME
- Nouveau plan des garanties financières de la carrière de HERME
- Nouveau plan de remise en état de la carrière de HERME tenant compte des parcelles ou parties de parcelles qui ne seront pas exploitées



Sensibilité archéologique

Sensibilité écologique

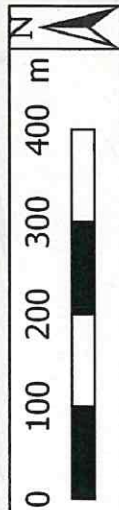
Projet SNCF

Secteur de La Provençhère

Secteur d'Hermé

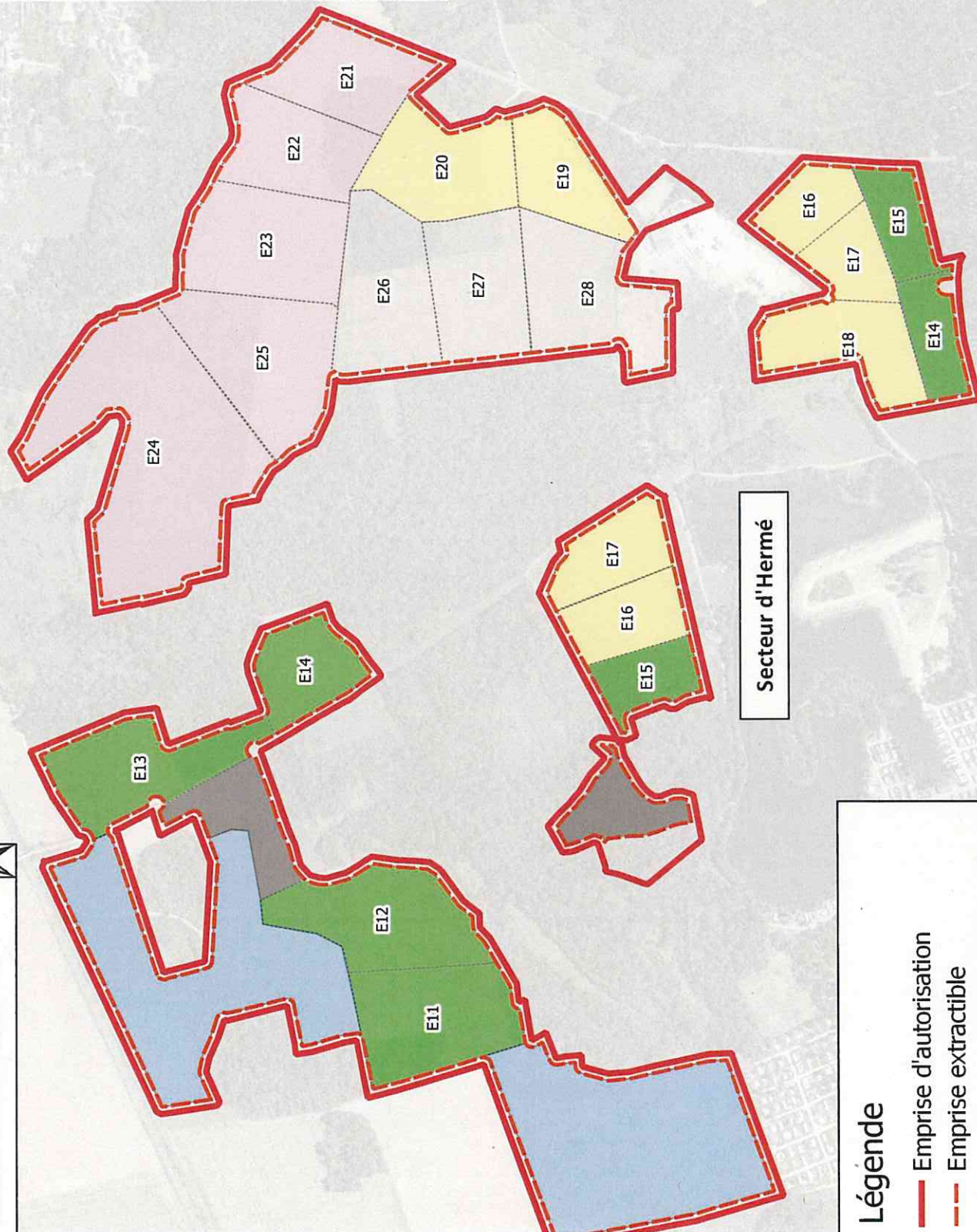
Légende

- Emprise d'autorisation
- Emprise extractible
- parcelles
- Zone en renonciation d'extraction

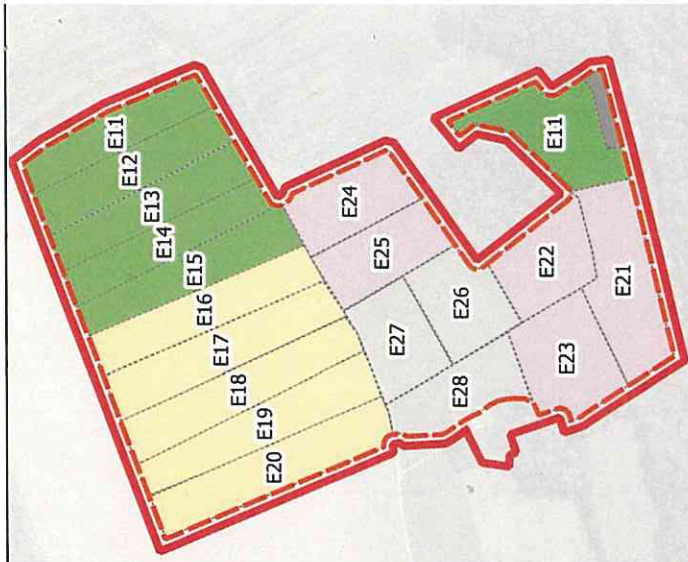


Légende

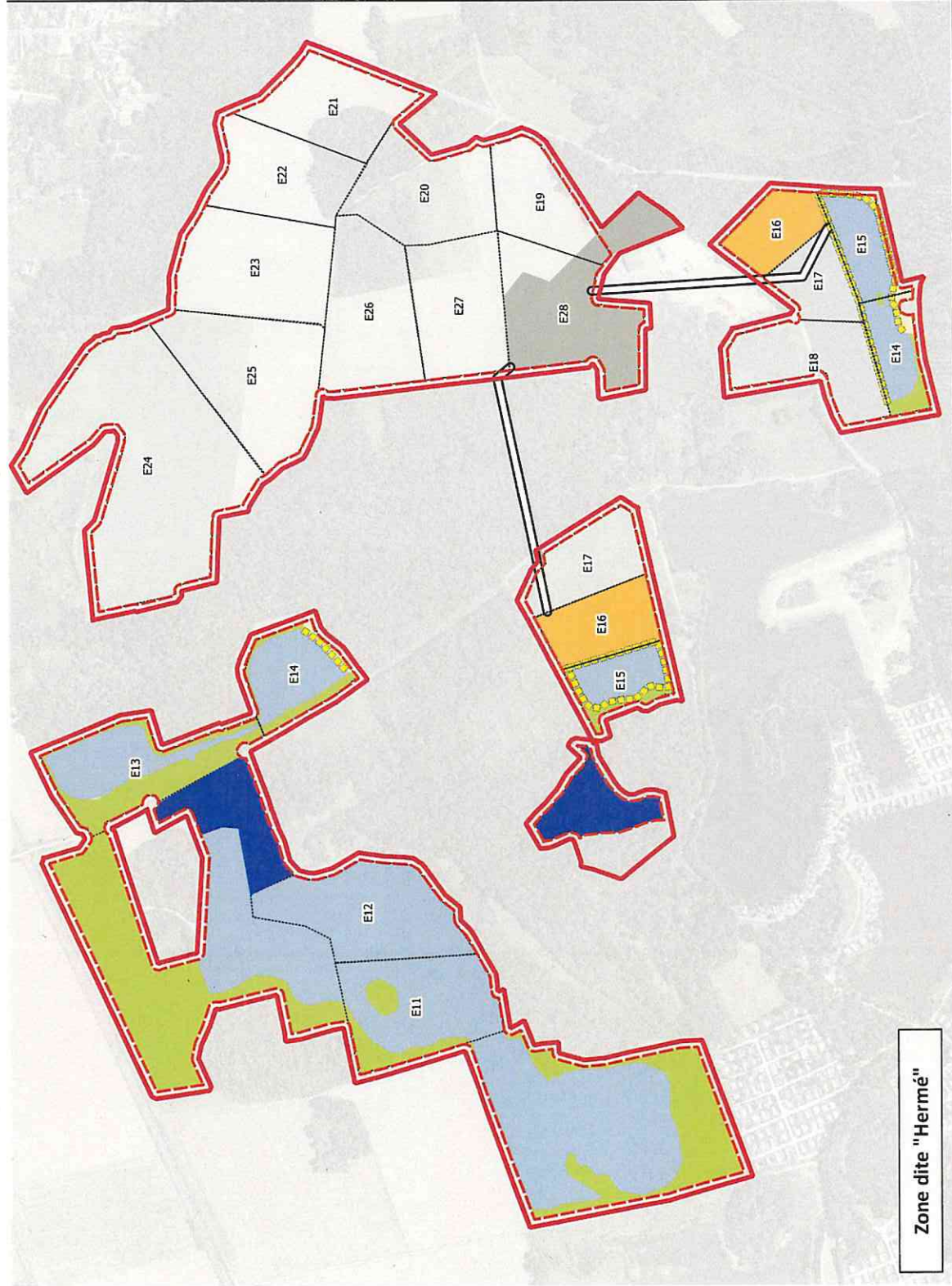
- Emprise d'autorisation
- - - Emprise extractible
- Zone en renonciation d'extraction
- Zone déjà exploitée
- Découpage phase annuelle



Secteur d'Hermé



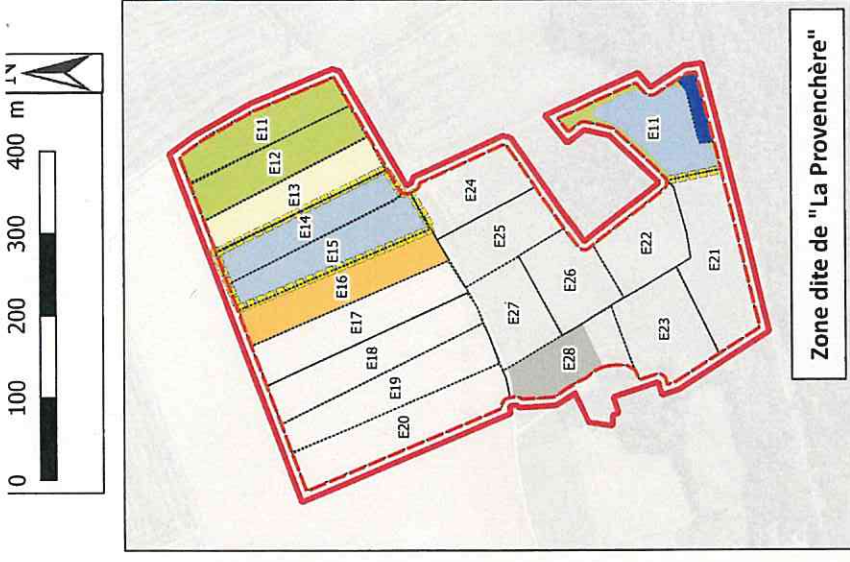
Secteur de La Provençère



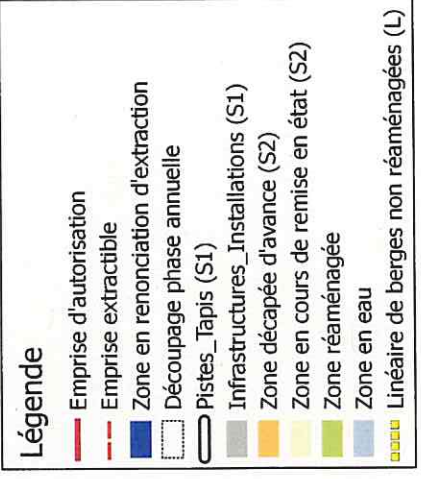
Zone dite "Hermé"

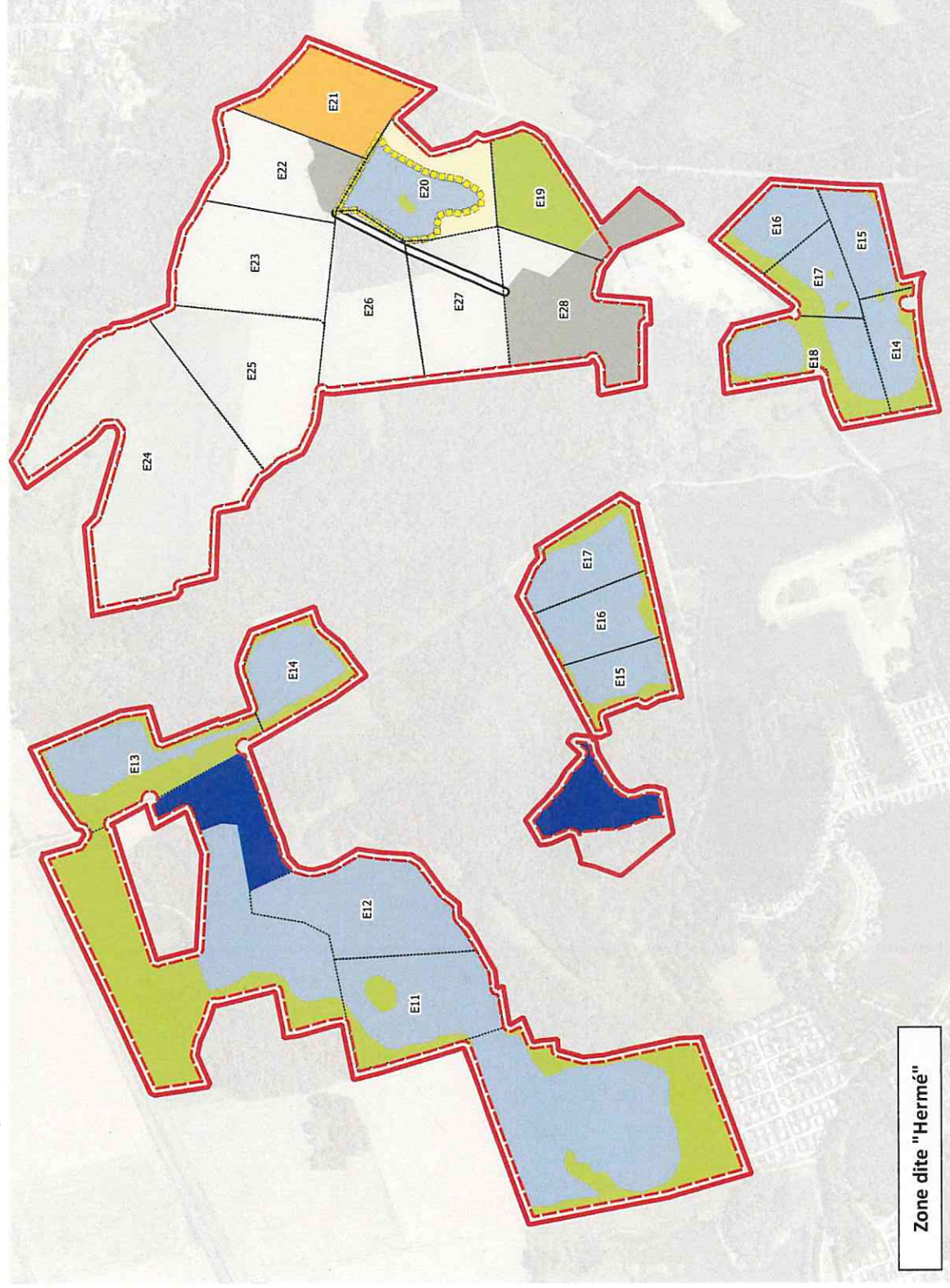
S1 = 46 500 m²
 S2 = 53 900 m²
 L = 1 790 m

PHASE 3 : T0 + 15 ans



Zone dite "La Provençère"

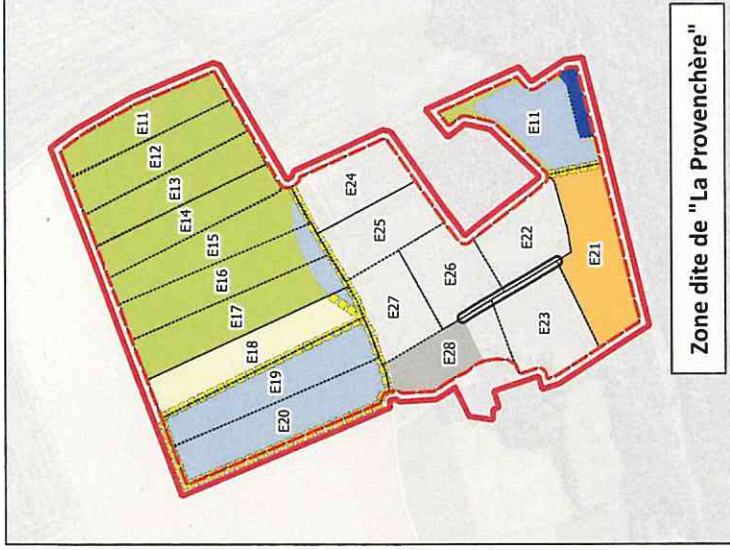
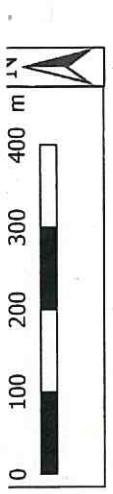




Zone dite "Hermé"

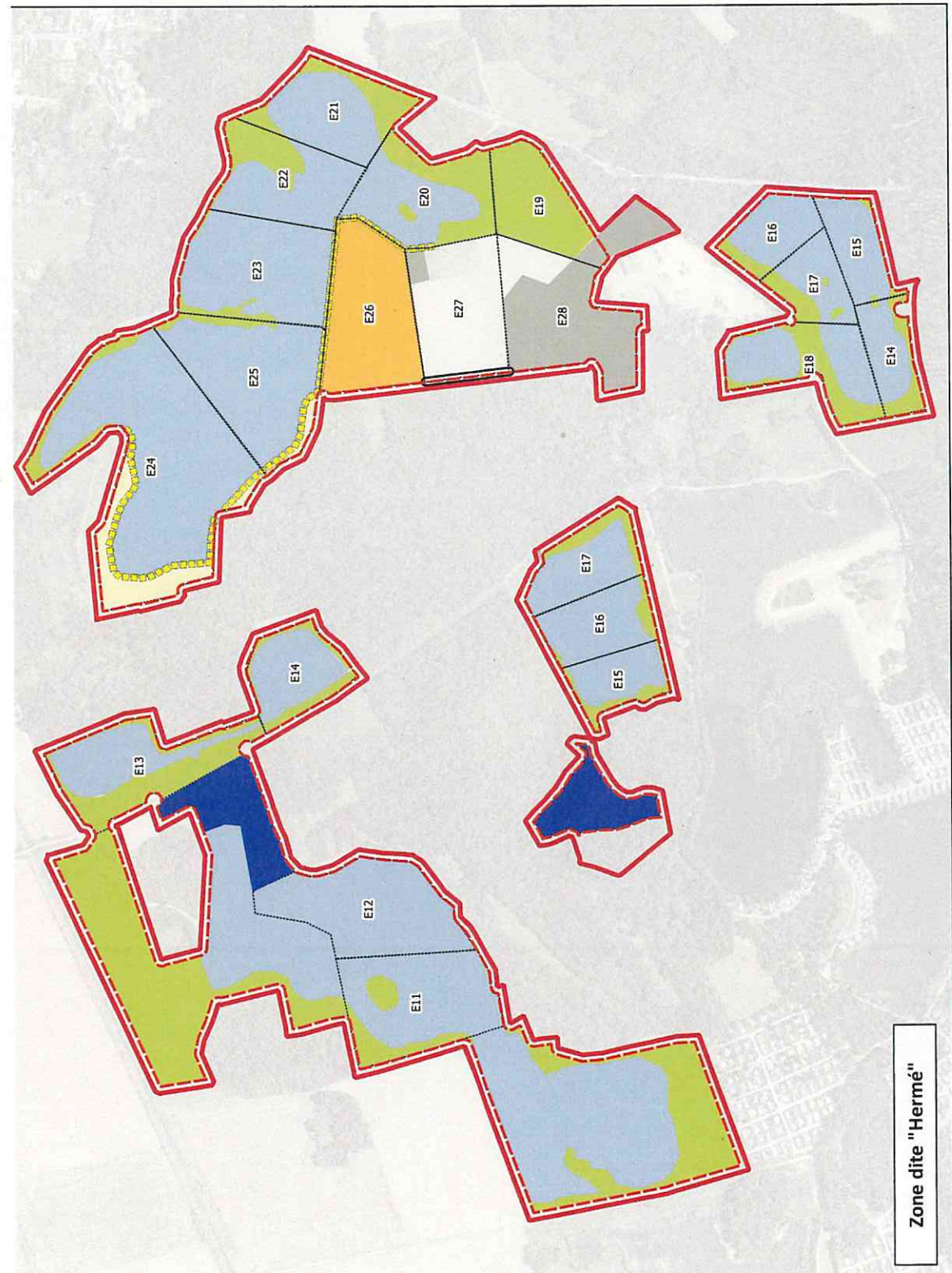
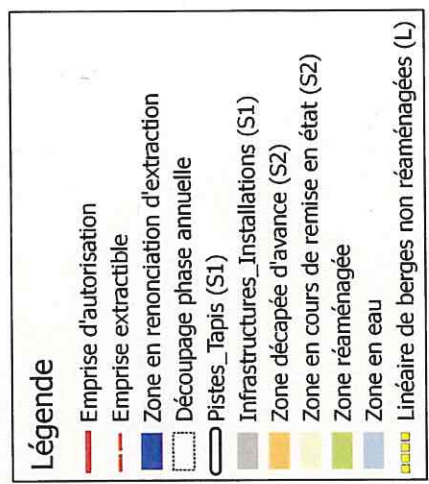
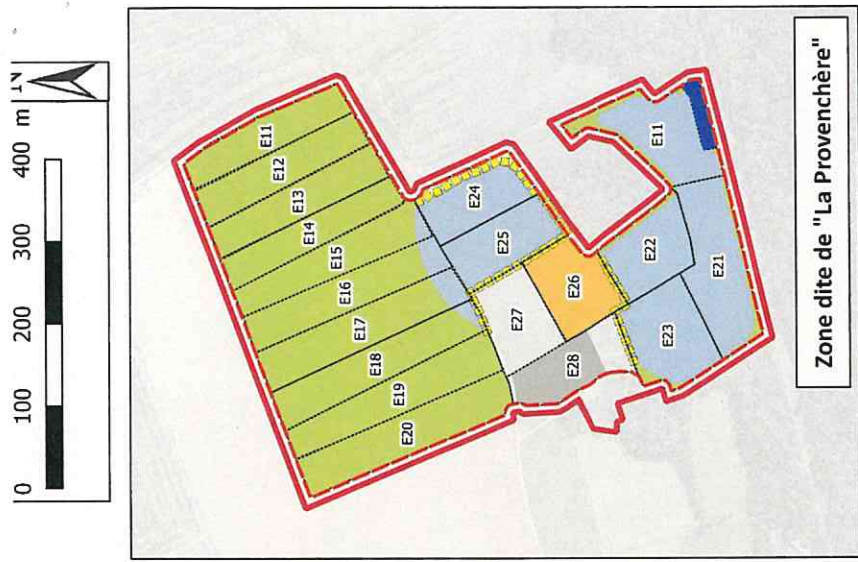
$S1 = 48\,500\text{ m}^2$
 $S2 = 59\,000\text{ m}^2$
 $L = 1\,600\text{ m}$

PHASE 4 : T0 + 20 ans



Zone dite "La Provençère"

- Légende**
- Emprise d'autorisation
 - Emprise extractible
 - Zone en renonciation d'extraction
 - Découpage phase annuelle
 - Pistes_Tapis (S1)
 - Infrastructures_Installations (S1)
 - Zone découpée d'avance (S2)
 - Zone en cours de remise en état (S2)
 - Zone réaménagée
 - Zone en eau
 - Linéaire de berges non réaménagées (L)










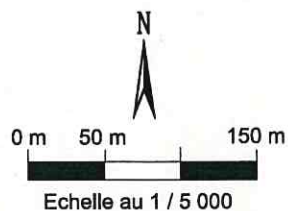
S1 = 41 300 m²
S2 = 53 200 m²
L = 2 180 m


PHASE 5 : T0 + 25 ans



Légende :

	Périmètre de demande		Boisements
ZM 12	Numéro de parcelle		Prairies
			Plan d'eau
			Terres agricoles
			Zone de hauts-fonds
			Chemin



 Zone modifiée par rapport au projet initial

